

## **Une Europe forte ? avec un projet qui nous emmène loin ? C'est le moment !**

*Isabelle Amaglio-Térisse*

L'Europe semble être dans la tourmente, chaque semaine apporte son lot d'inquiétudes et de détournements de notre cadre communautaire. **L'Europe serait à l'agonie ? Non, c'est l'inverse** : il s'agit d'une crise dans la maturation du processus de construction européenne. Le volet économique européen l'illustre.

**Transformons ce moment de tensions et renversons l'euro-pessimisme : une chance unique se présente aujourd'hui pour que grandisse l'Europe avec des nouveaux outils de politique (notamment économique), de nouveaux outils de solidarité.** Ce sont ces avancées qui permettront de donner davantage de corps au projet européen et l'ancreront dans le quotidien et l'espoir des citoyens européens.

### **L'Europe a mal à son projet, c'est vrai et c'est bien pour cela qu'il faut avancer**

Au lieu de regretter ce que l'Europe n'est pas (encore), au lieu de frémir avec les souverainistes, au lieu de se désoler de l'indigence de la panoplie de cette Union, allons de l'avant ! Insistons justement sur ce qui lui fait défaut actuellement. Soyons audacieux ! Pour cela, l'exemple fourni par le volet économique est très instructif.

*L'Europe est une passoire fiscale qui protège les fraudeurs et les athlètes de l'optimisation ?* C'est vrai. Si l'affaire des Panama papers (ou Luxleaks) fait mal, elle a aussi permis une triple prise de conscience générale : il faut changer le cadre fiscal ; les instruments de coordination fiscale et budgétaire sont insuffisants (et parfois contre-productifs) ; l'évasion fiscale n'est plus acceptée par les citoyens. Il nous faut donc davantage d'Europe car c'est bien au niveau supranational (idéalement au niveau fédéral) que se trouvent les solutions aux difficultés rencontrées. Les options strictement nationales sont inopérantes.

*Le Royaume-Uni peut faire imploser l'Union européenne ?* C'est un risque réel aujourd'hui avec le Brexit. Effectivement, l'Europe que nous connaissons disparaît. Et alors ? « In » ou « out » pour le Royaume-Uni, c'est une autre étape de la construction européenne qui s'est amorcée avec le recul généré par le refus de l'acquis communautaire. Cela amènera vraisemblablement à renforcer les coopérations avec des thèmes sur lesquels certains Etats décideraient d'aller plus loin (un peu comme sur l'euro) en s'en donnant les moyens (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui avec l'euro), enclenchant de nouveaux moteurs pour la dynamique communautaire. La vision britannique étriquée d'une Europe, réduite à un simple marché intérieur, ne correspond ni au dessein des pères fondateurs qui l'ont lancée en 1957 ni à ce dont nous avons besoin. Elle ne fait pas rêver non plus. Cessons de supplier les dirigeants britanniques en leur concédant négociation après négociation le détricotage de notre Europe., Cessons les comportement de boutiquiers et la grande braderie du projet européen.

*Le traité transatlantique menace le modèle économique, social et environnemental européen ?* C'est vrai. Le signer nous placerait dans les mains de nos amis américains, avec leurs choix, notamment des normes imposables qui seraient directement issues du lobbying des grandes firmes outre-atlantique. Tout a été dit ces dernières semaines sur ce sujet et il est heureux de constater, là aussi, que trois prises de conscience se sont opérées : un refus général

de ce projet de Traité dans la version qui en est commentée ; une appropriation du sujet par les citoyens ; une demande d'une Europe plus forte.

*L'Europe ne parvient pas à répondre aux crises et défis actuels parce qu'elle n'est pas suffisamment ambitieuse, parce que les Etats membres l'ont délibérément sous-dimensionnée dans l'illusion de conserver leur souveraineté. Elle n'a donc pas pu se doter des outils nécessaires.*

## **Il nous faut aujourd'hui, plus que jamais, plus et mieux d'Europe**

**Il y a donc urgence et prise de conscience, cela constitue une chance qu'il nous faut saisir. Avec Maastricht, la génération précédente a réussi ce pari incroyable de mettre en place une** union monétaire avec l'euro. La base de lancement initiale devait déclencher l'intégration progressive des domaines périphériques (fiscalité etc.) mais la volonté politique, la capacité de décision ont finalement été absentes.

Il manque donc une politique économique européenne avec les outils adaptés et cela illustre combien l'Europe est bancal car conçue de manière incomplète (on pourrait en dire autant de Schengen et de l'absence, dramatique, de politique commune d'asile et de gestion des frontières). La conjonction des crises nous amène à une étape décisive de notre histoire européenne. **A l'ons donc jusqu'au bout de notre construction commune**, mettons en place de nouveaux outils et la gouvernance adaptée aux enjeux. Construisons la solidarité monétaire et budgétaire par exemple.

*Donnons à la monnaie commune une politique budgétaire commune, réellement coordonnée*

Il faut **donner à la zone euro une gouvernance à la hauteur des enjeux et des moyens d'intervention**. Faute d'un budget fédéral, il faut au moins lui donner les instruments de coordination des politiques budgétaires nationales. En effet, on a créé l'union monétaire mais sans union bancaire et financière, sans prévoir la gestion des risques, sans outils et principes de coordination et sans gouvernance politique « euro ». Il faut y remédier, et c'est le moment.

Sinon, nous continuerons à avoir des Etats membres contraints à des politiques d'austérité terribles parce que le marché ne leur est plus accessible, parce que la solidarité collective de la zone euro n'existe pas budgétairement et donc... que seul émerge le dispositif de discipline budgétaire (les fameuses « normes de Bruxelles »). Ce sont ces politiques qui accentuent les difficultés, qui accentuent les cycles quand l'inverse devrait primer. **Ce contexte éloigne les citoyens du projet européen réduit à une aridité arithmétique déshumanisée.**

Pour cela, il faut à la fois une gouvernance dédiée à la zone euro (Conseil et Parlement) et des outils de coordination qui dépassent le PSC (outil de discipline budgétaire) : anticiper les difficultés, caractériser les situations pour retenir **les solutions communes qui permettront de gérer l'exceptionnel**. Cela doit s'imposer à tous les Etats de la zone euro : ceux qui sont dans les procédures de prévention ou de correction du pacte de stabilité et de croissance (le PSC) comme les autres. Cela est d'autant plus nécessaire que la politique monétaire n'est plus efficace compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêt et de l'inflation.

Cela suppose de pouvoir mutualiser, transférer d'un Etat à l'autre celui qui relancera, celui qui durcira mais aussi transférer dans le temps entre les périodes fastes et celles de vive tension. **Une telle union de transferts traduirait la solidarité** entre les citoyens, impliquerait et renforcerait **l'union politique et démocratique**.

### *Organisons la convergence en matière fiscale et au-delà*

Nous avons besoin de plus d'union : un **cadre commun pour la fiscalité des entreprises, pour leurs règles comptables et prudentielles**. On ne peut continuer sans créer un véritable impôt européen pour les entreprises multinationales. Cela constitue un préalable.

Ce cadre commun est d'autant plus indispensable au moment où se forme le projet d'une **union des marchés de capitaux** commun. Sinon, nous repartirons sur une Europe incomplète : son ouverture et sa fluidité pour les capitaux attireront des appétits prédateurs mais rien ne la protégera efficacement des dangers encourus. Une telle union sans le cadre commun c'est accepter la gangrène fiscale et, ou, une **mise en concurrence des régimes nationaux par des firmes multinationales dans une économie devenue mondialisée**. Cela vaut d'ailleurs pour la fiscalité comme pour l'environnement ou pour les emplois et les salaires. Cela n'est pas acceptable.

Dans tous les cas, **l'Europe est le seul niveau de politique pertinent pour contrôler un capitalisme de marché devenu hors de portée des Etats membres**. En cela, d'ailleurs, l'Europe est le seul échelon politique accessible au citoyen pour influencer sur sa vision du monde. Le Brexit constitue à cet égard un défi pour les Britanniques.

### *Fléchons l'investissement et assumons la « préférence communautaire »*

**Le plan Juncker ne suffit pas**, il faut relancer les prêts bancaires aux PME, soutenir nos jeunes pousses et celles qui exportent avec vigueur. Notre appareil productif doit être soutenu : financement, fiscalité, normes techniques, recherche et développement, fiscalité et des marchés publics. Les règles du pacte de stabilité et de croissance, les outils de pilotage budgétaires pourraient également être revus pour favoriser l'investissement, notamment dans les Etats confrontés à une crise d'une gravité suffisamment caractérisée. 1

Soutenir l'investissement c'est aussi **parier sur la relance de la demande intérieure** et s'en donner les moyens avec une politique sociale à la hauteur des enjeux.

C'est également mettre en place un cadre juridique qui donne une **préférence constructive aux entreprises européennes** dans les marchés publics (le projet de « **Buy European Act** »). Le débat sur le traité transatlantique a remis en lumière ce chantier, tant mieux !

### *Refusons le dumping social*

Le **chômage frappe toute l'Europe**, avec des intensités nationales (très) différentes, mais c'est un enjeu devenu européen, notamment pour **nos jeunes**. Ces mêmes jeunes ont souvent pu vivre l'Europe avec de échanges linguistiques ou culturels, avec **Erasmus** mais, bien souvent, leur entrée sur le marché du travail les ramène à la dimension nationale. Sur ce volet également, des options budgétaires de solidarité sont possibles : elles supposent du courage politique pour doter l'union d'une véritable politique de coordination budgétaire et mettre en place des outils de solidarité. On peut ainsi très bien imaginer une **assurance-chômage européenne** entre Etats de la zone euro avec une harmonisation des règles et une intervention

de la communauté euro dès lors qu'un Etat connaîtra des difficultés particulières et caractérisées. On peut aussi envisager une norme de salaire minimum.

Parallèlement, **l'absence de socle commun de droits sociaux favorise le dumping social**, plombe localement le pouvoir d'achat, et provoque parfois un sentiment violent de rejet de l'Europe. Le fameux plombier polonais illustre la nécessité de l'encadrement du détachement des travailleurs. Là également, la prise de conscience s'est faite qu'il faut un minimum social et salarial.

**C'est maintenant que le débat citoyen doit s'amorcer. C'est maintenant qu'il faut promouvoir et soutenir une vision ambitieuse et constructive pour l'Europe. L'Europe est le seul échelon qui permet d'inclure de l'équité et de la soutenabilité dans la production, la distribution et la consommation de richesses dans notre économie capitaliste mondialisée.**

**Il ne faut pas négliger cet enjeu démocratique. Nous ne devons pas l'oublier alors que le traité transatlantique montre que le rapport de forces pourrait prévaloir sur la règle de droit. C'est là toute la singularité et l'histoire de l'Europe, son apport humaniste.**

**L'urgence a provoqué la prise de conscience : nous ne pouvons plus ignorer la nécessité de déployer une réelle convergence, une réelle politique (notamment économique). Un consensus semble émerger pour innover et renforcer l'Europe, son modèle économique et social et, in fine, ses valeurs, nos valeurs. C'est le moment !**